

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA  
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE (MINEPAT)

Financement : PPA- IDA 66072 - CM



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work - Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING  
AND REGIONAL DEVELOPMENT  
(MINEPAT)

Maître d'Ouvrage Délégué : MEADEN

## PROJET D'URGENCE DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS (PULCI)

# PROJET D'AMENAGEMENT ET DE VALORISATION DES INVESTISSEMENTS DE LA VALLÉE DE LA BÉNOUÉ (VIVA-Bénoué)

## Évaluation Sociale (ES)

Réalisée dans le cadre de la préparation du projet



## RAPPORT FINAL

## Volume 2 : RESUME EXECUTIF

Philip MOUMIE : Consultant

Juin 2019

## Table des matières

<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>3</b>
<b>1. APPROCHE METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>4</b>
<b>2. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'EVALUATION SOCIALE.....</b>	<b>5</b>
2.1 Informations démographiques, sociales, économiques et culturelles.....	5
2.1.1. Projections démographiques dans les 04 villages riverains du périmètre des 1 000 ha à réhabiliter .....	5
2.1.2. Répartition de la population totale par village et par sexe.....	5
2.1.3. Répartition de la population totale par origine ethnique .....	6
2.1.4. Répartition de la population par village et par religion .....	8
2.1.5. Répartition de la population par village, tranche d'âge et sexe dans les ménages .....	8
2.1.6. Répartition des chefs de ménages ayant 0,5 ha de superficie et par sexe .....	9
2.1.8. Répartition des chefs de ménages ayant plus de 0,5 ha de superficie et par sexe .....	10
2.1.9. Répartition de la population totale par activités économiques.....	10
2.1.10. Mode d'accès aux parcelles cultivables .....	11
2.2 Situation des flux migratoires dans la zone du projet et d'autres changements démographiques pertinents.....	11
2.3 Risques de violence basée sur le genre /l'exploitation et d'abus sexuels dans la zone du projet .....	11
2.4 Perception des populations locales sur le projet .....	12
2.5 Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) .....	12
2.6 Principaux acteurs locaux, potentiels partenaires de la mise en œuvre du Projet.....	12
2.7 Principales questions juridiques (droits fonciers dans la zone) à considérer dans la conception du Projet.....	13
2.8 Accès aux médias et à la communication dans la zone d'intervention du Projet.....	13
2.9 Eventuels risques sociaux des activités du Projet et modalités de gestion desdits risques .....	13
<b>3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS VISANT A AMELIORER LA DURABILITE DU PROJET</b>	<b>14</b>
<b>SUMMARY.....</b>	<b>17</b>
<b>1. METHODOLOGICAL APPROACH.....</b>	<b>18</b>
<b>2. MAIN RESULTS OF THE SOCIAL EVALUATION.....</b>	<b>19</b>
2.1 Demographic, social, economic and cultural information .....	19
2.1.1. Demographic projections in the 04 villages bordering the 1,000-hectare perimeter to be rehabilitated.....	19
2.1.2. Distribution of total population by village and sex .....	19
2.1.3. Distribution of total population by ethnic origin .....	20
2.1.4. Distribution of population by village and religion.....	22
2.1.5. Distribution of population by village, age group and sex in households .....	22
2.1.6. Distribution of heads of households with 0.5 ha of area and sex.....	23
2.1.7. Distribution of heads of households with less than 0.5 ha of area and by sex.....	23
2.1.8. Distribution of heads of households with more than 0.5 ha of area and by sex .....	24
2.1.9. Distribution of total population by Economic Activities .....	24
2.1.10. Mode of Access to Cultivable Plots .....	25
2.2 Status of Migration Flows in The Project Area and Other Relevant Demographic Changes ..	25
2.3 Risks of Gender-based Violence / Exploitation and Sexual Abuse in the Project Area.....	25
2.4 Perception of Local People on the Project .....	26

## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

2.5 Complaint Management Mechanism (MGP).....	26
2.6 Main Local Actors, Potential Partners in the Implementation of the Project.....	26
2.7 Main Legal Issues (Land Rights in the Area) to Consider in Project Design .....	26
2.8 Access to Media and Communication in the Project's Intervention Area .....	27
2.9 Possible Social Risks of the Activities of the Project and Methods of Managing Such Risks ..	27
<b>3. MAIN RECOMMENDATIONS TO IMPROVE ON THE SUSTAINABILITY OF THE PROJECT ..</b>	<b>27</b>

## RESUME EXECUTIF

Le Gouvernement du Cameroun, avec le concours financier de la Banque Mondiale, envisage l'aménagement du périmètre **Lagdo I** sur la rive droite de la Bénoué (5 000 ha) et du périmètre **Lagdo II** sur la rive gauche (5 000 ha). De même, il est envisagé la réhabilitation du périmètre Lagdo l' rive droite de la Bénoué situé en aval du barrage hydroélectrique de Lagdo d'une superficie de 1 000 ha aménagés par l'État dans les années 1987-93 et dont 600 ha sont consacrés à la production rizicole et 400 ha non aménagés, destinés à la polyculture.

Le projet est structuré suivant quatre grandes composantes : (i) L'aménagement du bassin versant de Lagdo ; (ii) L'aménagement et la gestion des infrastructures hydrauliques ; (iii) Le développement agricole de la vallée de la Bénoué ; (iv) La mise en œuvre et l'appui institutionnel.

Il sera question à travers les activités du projet : (i) De promouvoir la gestion rationnelle et durable de l'eau et de veiller à la sécurité du barrage de Lagdo ; (ii) D'aménager et d'équiper environ 11 000 ha de périmètres hydro agricoles et piscicoles dans tout le bassin de la Bénoué et d'en assurer leur gestion ; (iii) De promouvoir l'appui conseil, le développement de partenariat d'affaire et les innovations technologiques dans la gestion dudit bassin ; (iv) De renforcer la MEADEN et autres institutions publiques de formation ; (v) De gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre du projet.

Le projet sera mis en œuvre par une structure (Projet VIVA-Bénoué) rattachée à la MEADEN (Mission d'Etudes pour l'Aménagement et le Développement de la province du Nord), qui est placée sous la tutelle du MINEPAT (Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire) et qui vient d'être restructurée.

Le Projet cible trois périmètres dans l'Arrondissement de Lagdo : Lagdo I, Lagdo l' et Lagdo II. Ces trois périmètres présentent deux problématiques principales dont la première est relative à la compréhension des enjeux sociaux (conflits fonciers, afflux des populations, accès aux périmètres, etc.) et la seconde à la question de réinstallation des populations, avec finalisation du processus de réinstallation sur le site de recasement.

## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

Un total de 23 villages sera impacté par le projet à savoir :

Zone	N°	Village
Rive Droite à réhabiliter	1	Ouro-Doukoudje
	2	Gounougou
	3	Bessoum
	4	Dinagale
Rive Droite à aménager	5	Bobowa
	6	Sirlawe
	7	Djanga
	8	Bitchari
	9	OuroSaoussou
	10	OuroBobowa,
	11	Ouro Moteur
	12	Mbarai
	13	OuroTchouffi
	14	Ouro Basse
	15	Riao
Rive gauche	16	DjoulolBocki
	17	Bame
	18	Ouro-Labbo II
	19	Kouroungou
	20	Riao-Gada Mayo
	21	Napanla
	22	Yaka
	23	Ouro-Labbo I

---

## 1. APPROCHE METHODOLOGIQUE

---

**Pour l'enquête socio démographique et économique**, 800 ménages ont été consultés lors des enquêtes sociales. Les organisations de la société civile (ONG et associations de groupements communautaires) œuvrant dans le secteur environnemental et/ou social et dont les compétences pourraient être sollicitées dans le cadre des études ou de la mise en œuvre du projet ont été recensés et consultés. Il en est de même des plateformes de consultation existantes.

**Pour le recensement complet des villages riverains du périmètre 1000 ha à réhabiliter**, toutes les concessions des quatre villages Bessoum, Dingalé, Gounougou et Ouro-Doukoudjé ont été marquées d'un code suivi d'un numéro d'ordre. Tous les chefs de ménage de ces villages ont été consultés et ont fourni des informations pertinentes sur les membres de leurs familles, leurs activités et leurs attentes concernant le projet.

## 2. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ÉVALUATION SOCIALE

Les principaux résultats de l'évaluation sociale sont ci-dessous présentés sous forme de tableaux et de graphiques.

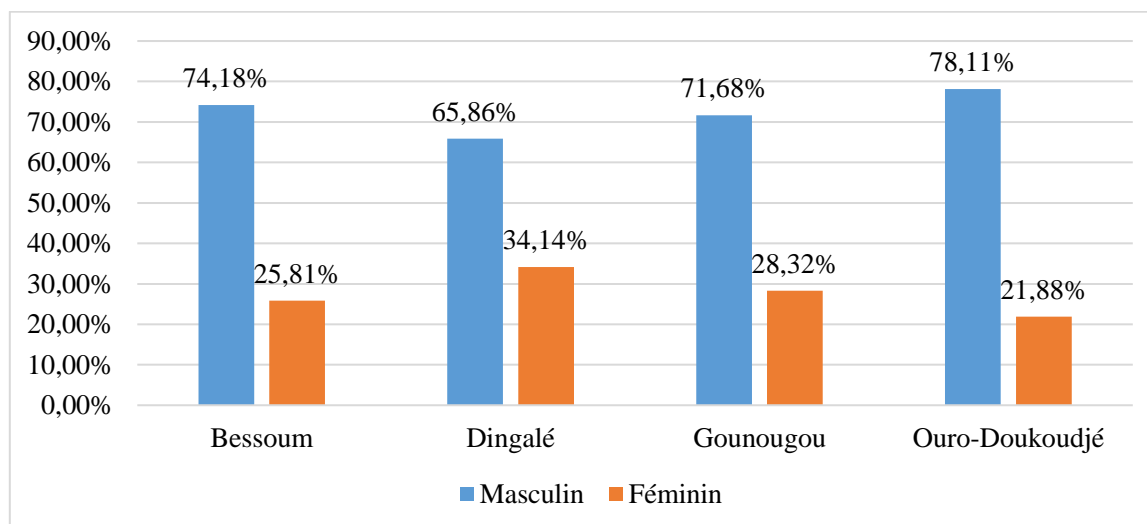
### 2.1 Informations démographiques, sociales, économiques et culturelles

#### 2.1.1. Projections démographiques dans les 04 villages riverains du périmètre des 1 000 ha à réhabiliter

Année	Sexe		Total
	M	F	
2019	8859	3315	12174
2025	10517	3935	14452
2030	12133	4540	16673
2035	13997	5238	19234

**Source** : Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

#### 2.1.2. Répartition de la population totale par village et par sexe



**Source** : Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

### 2.1.3. Répartition de la population totale par origine ethnique

Nom du quartier /village	Population	
<b>Bessoum</b>	Absence de réponse	52
	Foulbé/peul	44
	Moundang	21
	Toupouri	1 906
	Guiziga	71
	Massa	9
	Mboum	4
	<b>Total</b>	<b>2 107</b>
<b>Dingale</b>	Absence de réponse	31
	Foulbé/peul	288
	Moundang	59
	Toupouri	2 333
	Kolé/kanouri	20
	Lamé	7
	Massa	16
	Mafa	6
	Fali	10
	Mboum	17
	Bamileké	4
	Tikar	9
	<b>Total</b>	<b>2 800</b>
	<b>Gounougou</b>	Absence de réponse
Foulbé/peul		272
Moundang		438
Toupouri		793
Kolé/kanouri		65
Gambaï		95
Lamé		120
Guidar		106
Guiziga		622
Mada		25
Dama		119
Massa		503
Daba		16
Moufou		19
Bata		42
Haoussa		35
Mafa		1
Djougoun		10
Fali		7
Woumba		41

## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

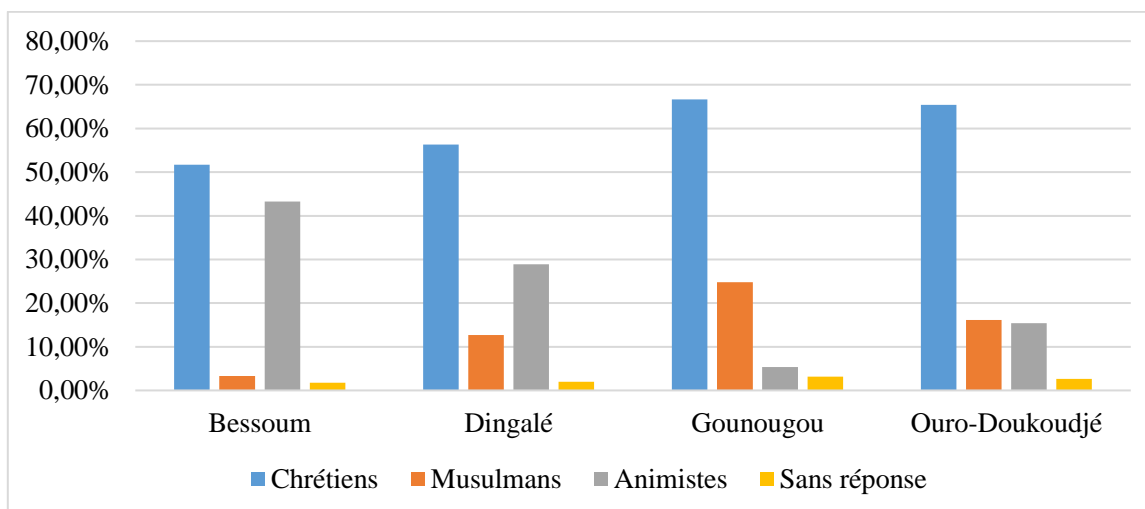
	Mboum	43
	Bamileké	5
	<b>Total</b>	<b>3 492</b>
<b>Ouro Doukoudge</b>	Absence de réponse	69
	Foulbé/peul	533
	Moundang	66
	Toupouri	2 362
	Kolé/kanouri	18
	Gambaï	37
	Lamé	57
	Guidar	1
	Guiziga	65
	Mada	10
	Massa	526
	Fali	9
	Mboum	5
	Bamileké	7
	Madal	10
	<b>Total</b>	<b>3 775</b>
<b>Total</b>	Absence de réponse	267
	Foulbé/peul	1 137
	Moundang	584
	Toupouri	7 394
	Kolé/kanouri	103
	Gambaï	132
	Lamé	184
	Guidar	107
	Guiziga	758
	Mada	35
	Dama	119
	Massa	1 054
	Daba	16
	Moufou	19
	Bata	42
	Haoussa	35
	Mafa	7
	Djougoun	10
	Fali	26
	Woumba	41
	Mboum	69
	Bamileké	16
	Madal	10
Tikar	9	
<b>Total</b>	<b>12 174</b>	

**Source** : Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019



## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

### 2.1.4. Répartition de la population par village et par religion



**Source** : Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

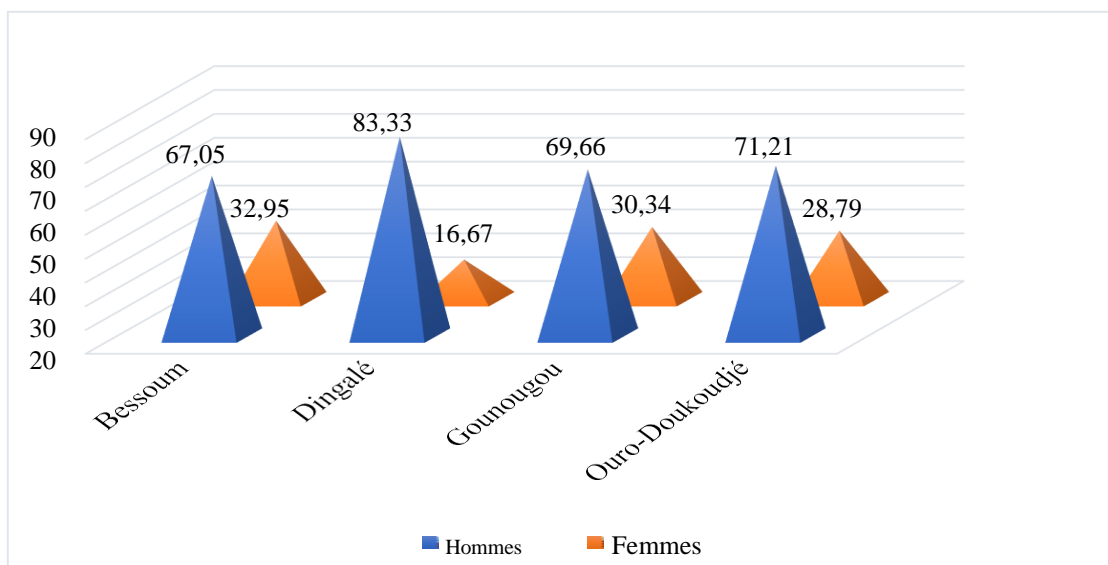
### 2.1.5. Répartition de la population par village, tranche d'âge et sexe dans les ménages

Nom du quartier /village		< de 5 ans	5 - 10 ans	10 – 15 ans	15 – 21 ans	> = 22 ans	Totale
Bessoum	Masculin	372	297	171	132	591	1 563
	Féminin	90	106	77	74	197	544
	<b>Total</b>	<b>462</b>	<b>403</b>	<b>248</b>	<b>206</b>	<b>788</b>	<b>2 107</b>
Dingale	Masculin	375	346	209	231	683	1 844
	Féminin	197	192	117	90	360	956
	<b>Total</b>	<b>572</b>	<b>538</b>	<b>326</b>	<b>321</b>	<b>1 043</b>	<b>2 800</b>
Gounougou	Masculin	461	465	306	344	927	2 503
	Féminin	147	200	163	130	349	989
	<b>Total</b>	<b>608</b>	<b>665</b>	<b>469</b>	<b>474</b>	<b>1 276</b>	<b>3 492</b>
Ouro Doukoudge	Masculin	611	546	397	347	1 048	2 949
	Féminin	143	158	122	119	284	826
	<b>Total</b>	<b>754</b>	<b>704</b>	<b>519</b>	<b>466</b>	<b>1 332</b>	<b>3 775</b>
Ensemble	Masculin	1 819	1 654	1 083	1 054	3 249	8 859
	Féminin	577	656	479	413	1 190	3 315
	<b>Total</b>	<b>2 396</b>	<b>2 310</b>	<b>1 562</b>	<b>1 467</b>	<b>4 439</b>	<b>12 174</b>

**Source** : Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

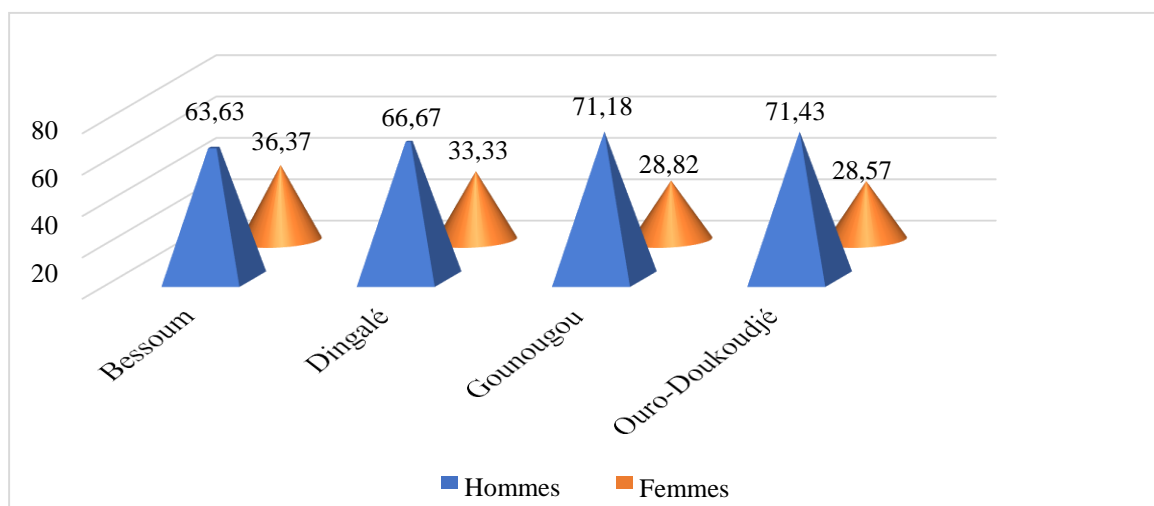
## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

### 2.1.6. Répartition des chefs de ménages ayant 0,5 ha de superficie et par sexe



**Source :** Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

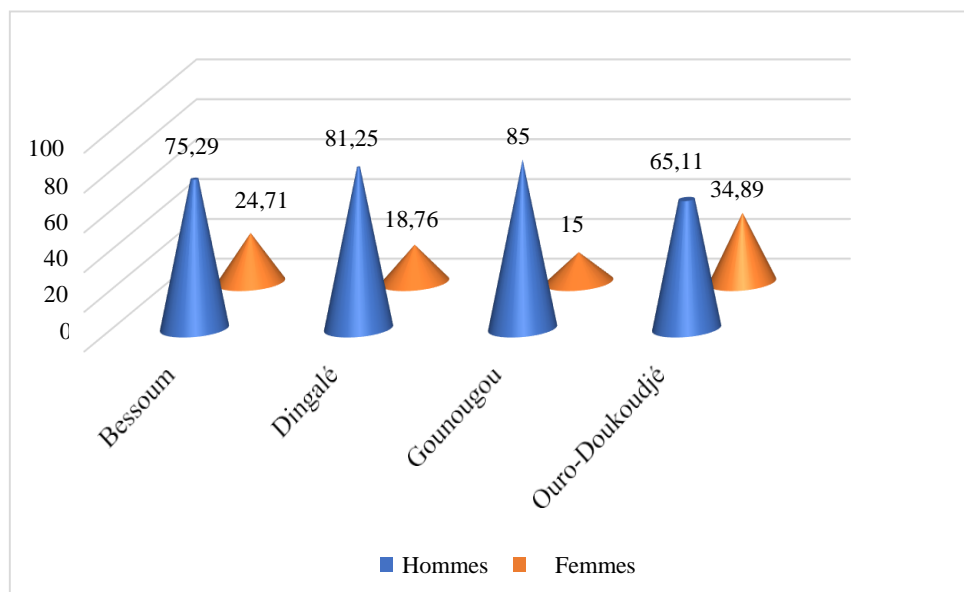
### 2.1.7. Répartition des chefs de ménages ayant moins de 0,5 ha de superficie et par sexe



**Source :** Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

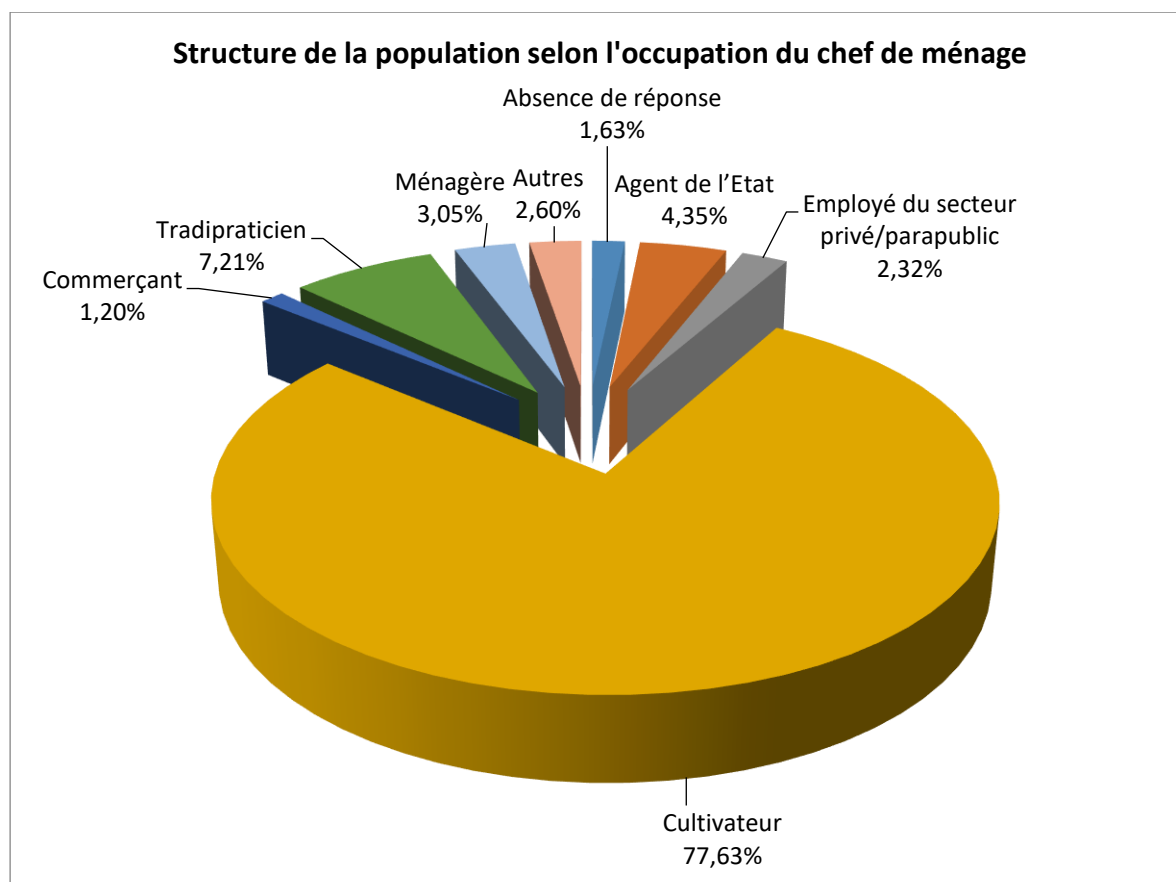
## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

### 2.1.8. Répartition des chefs de ménages ayant plus de 0,5 ha de superficie et par sexe



**Source** : Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

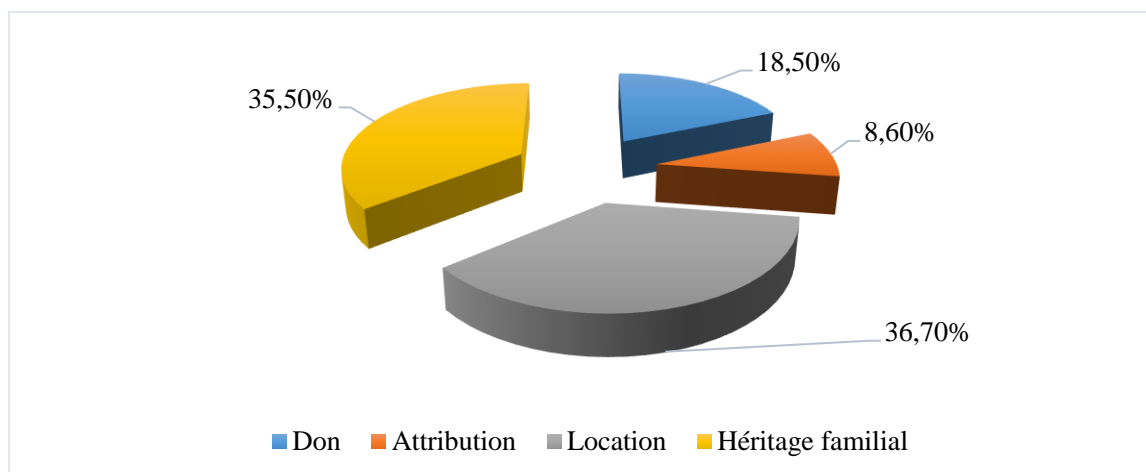
### 2.1.9. Répartition de la population totale par activités économiques



**Autres** : éleveurs, pêcheurs, chauffeurs, tailleurs, catéchistes, naturopathes, étudiants/élèves,

**Source** : Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

### 2.1.10. Mode d'accès aux parcelles cultivables



**Source** : Recensement des ménages case par case dans les 1 000 ha à réhabiliter – Avril 2019

Le graphique ci-dessus nous renseigne que presque 37% de personnes accèdent aux parcelles par location alors que 63% en sont attributaires (direct, don, héritage).

## 2.2 Situation des flux migratoires dans la zone du projet et d'autres changements démographiques pertinents

Il ressort de l'analyse des flux migratoires que la zone de Lagdo est habitée essentiellement par les populations venant de la région de l'Extrême-Nord en réponse aux besoins de colonisation des espaces aménagés et aux besoins de main-d'œuvre pour la réalisation des ouvrages hydrauliques (barrage de Lagdo). Le projet VIVA-Bénoué entraînera de nouvelles vagues d'immigrants. Il faut donc prendre des dispositions pour leur accueil et leur insertion.

## 2.3 Risques de violence basée sur le genre /l'exploitation et d'abus sexuels dans la zone du projet

L'analyse des VBG révèle qu'il existe des violences conjugales, le déni de ressources, d'opportunité ou de service, les violences psychologiques et sexuelles. On peut citer à cet effet la discrimination et le déni des femmes dans l'attribution des parcelles de terre dans les périmètres irrigués, les pratiques de « mariage forcé », généralement sans un consentement éclairé des filles et leurs mères, les violences physiques à l'égard des femmes, notamment le cas des hommes qui arrachent régulièrement les fonds de commerce et l'économie féminine. Il y a aussi le cas des veuves dont les sources de revenus sont très réduites et font face à l'expropriation par leurs belles-familles après la disparition de leurs époux.

## **2.4 Perception des populations locales sur le projet**

Les enquêtes ménages ont permis de relever qu'une bonne partie de la population pense que le projet n'est qu'une nième étude qui ne débouchera pas véritablement sur des actions concrètes. Les contours détaillés du projet ne semblent pas encore maîtrisés.

Ils justifient cette perception par la lenteur dans la finalisation des aménagements sur le site de recasement.

Cependant, les attentes des populations sont importantes et concernent l'attribution équitable des parcelles aménagées et à réhabiliter à toutes les couches sociales. Elles espèrent également l'extension des espaces actuels et la constitution des réserves foncières pour les générations futures.

## **2.5 Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)**

Pour prévenir et résoudre les problèmes, le Consultant propose de s'appuyer sur les mécanismes traditionnels de gestion des plaintes notamment : la tenue des palabres, l'arbitrage du chef de village, la résolution à l'amiable. Dans le cas des VBG et des problèmes mettant en cause les femmes, il est recommandé que les leaders associatifs féminins puissent assurer la représentation et la protection des intérêts des femmes lors des tenues de palabres dont les membres sont le plus souvent de sexe masculin. On ne devrait faire recours à la justice qu'après avoir épuisé les mécanismes traditionnels.

## **2.6 Principaux acteurs locaux, potentiels partenaires de la mise en œuvre du Projet**

Les plateformes d'encadrement des populations opérant sur la zone du projet ont été répertoriées. Il s'agit essentiellement des GICs et d'une minorité de coopératives. Il est fortement recommandé que l'essentiel des GICs inventoriés soient accompagnés soit pour adhérer dans les coopératives existantes, soit pour se constituer en coopératives autonomes dans le respect de la législation nationale. Toutes ces structures nécessitent néanmoins un renforcement des capacités pour jouer pleinement leur rôle lors de la mise en œuvre du projet.

Les projets PIFMAS, PIAASI, PAJER-U pourront intervenir dans les zones impactées par le projet.

Les autres acteurs locaux sont constitués des structures déconcentrées des ministères suivants : MINEFOP, MINJEC, MINADER, MINPROFF, MINEPIA, MINAC, MINTOUL, MINEDUB, MINESEC, MINAS.

La Commune de Lagdo, les autorités traditionnelles et les populations locales sont des acteurs majeurs dans la mise en œuvre du projet.

## **2.7 Principales questions juridiques (droits fonciers dans la zone) à considérer dans la conception du Projet**

L'insécurité foncière qui caractérise la zone du projet dans son ensemble, constitue une question juridique majeure à prendre en considération dans l'élaboration du projet VIVA-BENOUE. En effet, il importe de concilier la conception traditionnelle du statut des terres, la qualité incertaine des attributaires des parcelles, l'existence des attributaires fantômes.

## **2.8 Accès aux médias et à la communication dans la zone d'intervention du Projet**

L'évaluation complète de l'accès aux médias et à la communication dans la zone d'intervention du projet montre que le pourcentage d'utilisation des réseaux de communication existants dans les localités par les populations des périmètres du projet est encore faible. Des mesures de sensibilisation devraient être prises en vue d'encourager les populations à s'abonner auxdits réseaux qui constituent de manière irréversible des moyens d'échange et des outils de travail.

## **2.9 Eventuels risques sociaux des activités du Projet et modalités de gestion desdits risques**

Les principaux risques sociaux pouvant résulter des activités de projet sont les suivants :

- Risque d'afflux sociaux
- Risque infrastructurel
- Risque socioéconomique
- Risque lié au genre
- Risque technique

Tous ces risques, ainsi que les propositions pour les réduire, sont présentés de manière détaillée dans le chapitre 4.16 du rapport.

### **3. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS VISANT A AMELIORER LA DURABILITE DU PROJET**

Les recommandations suivantes devraient être prises en considération lors de la mise en œuvre du projet pour améliorer sa durabilité sociale.

#### **Recommandations**

#### **1. Appuyer l'acquisition des équipements et la mise en place des services sociaux de base en vue de :**

Aménager, réhabiliter et équiper des sources d'approvisionnement en eau potable.  
Mettre sur pied des comités participatifs de gestion des infrastructures déjà aménagées.

Construire et aménager des salles de classe en matériaux définitifs pour réduire l'écart entre les équipements et la taille de la population scolarisée.

Doter les établissements scolaires en équipements scolaires et didactiques.

Réhabiliter les équipements hospitaliers.

Organiser des campagnes de communication et de sensibilisation sur les soins de santé.

Aménager et achever les voies de contournement en cours de construction.

Sensibiliser les populations sur l'usage et l'entretien de la voie publique.

#### **2. Pour une efficacité dans la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes**

Éclaircir la situation et le statut des parcelles déjà attribuées aux paysans.

Mettre sur pied des mesures de prévention de conflits notamment par un système d'auto-surveillance des limites des parcelles.

Veiller à la transparence et l'équité dans l'attribution des terres aux personnes impactées par le projet VIVA-Bénoué.

Aménager et prévoir une réserve foncière de manière à satisfaire les nouveaux immigrants et les générations futures.

Créer des cadres de dialogue interreligieux axés sur la paix et la cohabitation.

Mettre en place des comités de gestion légalisés et autonomes avec l'accompagnement uniquement administratif et technique de la MEADEN.

Aménager des espaces de pâturage pour le bétail afin de prévenir les conflits agropastoraux.

Délimiter et sécuriser les zones de pâturage. Créer des points d'abreuvement pour le bétail.

### **3. Pour la mise en place d'une stratégie de communication sociale efficace**

Le Projet devra s'appuyer sur les structures sociales locales et les plateformes pour faire passer les messages d'information et de sensibilisation aux populations intervenant dans la mise en œuvre.

Ceci sera d'autant plus important que de nombreuses innovations sont prévues dans la gestion participative de certaines tâches, notamment l'entretien des canaux secondaires d'irrigation.

### **4. Pour le développement de l'emploi local**

Etablir un contact avec les services de l'emploi pour éviter des erreurs dans la gestion des personnels.

Encourager et promouvoir les activités socioéconomiques à travers les soutiens aux groupements de producteurs et la modernisation des pratiques agricoles. Il s'agit de les appuyer dans l'acquisition des intrants agricoles et la maîtrise des techniques de production.

Encourager les regroupements professionnels des artisans à titre de mesure d'accompagnement complémentaire des personnes impactées.

Evaluer les capacités et établir une collaboration et des relations de travail avec la cellule d'Ecoute et de médiation professionnelle mise en place par le PNUD et basée à la mairie de Lagdo en terme de gestion de la sous-traitance et des emplois locaux.

### **5. Pour le suivi communautaire des activités du Projet**

Le Projet devrait s'appuyer sur les structures sociales locales et les plateformes dans la gestion participative de certaines tâches, de certaines infrastructures et des espaces communautaires.

### **6. Pour la prévention efficace de la violence basée sur le genre et la prise en compte des considérations genre et jeunesse**

Promouvoir des programmes et des projets de développement participatifs en vue de l'insertion et l'implication effectives des jeunes.

Prendre en compte et de manière équitable les jeunes (21-35 ans) des deux sexes lors des prochaines redistributions des parcelles cultivables.

Mettre en place une stratégie incitative et favorable à l'accès des femmes aux périmètres irrigués lors des prochaines opérations de redistribution de terres.

Sensibiliser les femmes, les hommes et les couples sur les avantages de l'indépendance économique des femmes sur le plan de leurs autoréalisations personnelles et sur le plan de la promotion d'une économie sociale et familiale plus rentable.



## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

Sensibiliser les hommes, d'une part, sur l'impact néfaste des menaces, répressions ; privations et violences faites aux femmes, et d'autre part sur les avantages de la non-violence pour la famille et la communauté toute entière.

Sensibiliser et encourager le dialogue, le conseil conjugal et les causeries éducatives dans les couples.

Appuyer les forces de maintien de l'ordre et de la sécurité et les autorités traditionnelles, administratives et municipales à prendre des mesures punitives contre les violences de manière générale et les violences sur les femmes au sein des couples de manière particulière

### **7. Pour la conduite efficace du processus de réinstallation des populations ou la gestion du patrimoine culturel**

Renforcer les infrastructures sociales de base et les équipements dans les villages riverains et dans la zone de recasement.

Attribuer des parcelles de terre aux personnes vulnérables quitte à les autoriser à sous-traiter leur exploitation par d'autres membres de leurs familles.

Aménager de nouvelles zones agricoles sur les rives droite et gauche de la Bénoué à l'Arrondissement de Lagdo.

Finaliser les aménagements sur le site de recasement.

Actualiser la liste des personnes affectées par le projet.

### **8. Pour réduire au mieux les risques sociaux du projet**

En ce qui concerne le déplacement massif des populations vers le bassin versant du fleuve Bénoué, il est nécessaire que la mise en œuvre du projet encourage l'entrepreneuriat local à travers la subvention et l'accompagnement des mini-projets de création d'emploi et d'investissement.

Afin que ces flux massifs des populations ne conduisent pas à une saturation des ressources, le projet devra prévoir une réserve foncière pour les populations migrantes ou les migrants résiduels afin que ceux-ci disposent à leur tour des facteurs de production.

## SUMMARY

The Government of Cameroon, with the financial assistance of the World Bank, is considering the development of the Lagdo I area on the right bank of the Bénoué (5,000 ha) and the Lagdo II perimeter on the left bank (5,000 ha). Similarly, the rehabilitation of the Lagdo I 'right bank of the Benue district located downstream of the Lagdo hydroelectric dam of an area of 1,000 ha developed by the State in the years 1987-93 and of which 600 ha are devoted to rice production and 400 ha undeveloped for polyculture is envisaged.

The project is structured according to four main components: (i) Lagdo watershed management; (ii) Development and management of hydraulic infrastructure; (iii) Agricultural development of the Bénoué Valley; (iv) Implementation and institutional support.

Project activities will include: (i) Promoting the rational and sustainable management of water and ensuring the safety of the Lagdo Dam; (ii) Developing and equipping approximately 11,000 ha of agricultural and fish farming areas throughout the Benue Basin and managing them; (iii) Promoting consulting support, business partnership development and technological innovations in the management of the said basin; (iv) Strengthening MEADEN and other public training institutions; (v) Managing, monitoring and evaluating the implementation of the project.

The project will be implemented by a structure (VIVA-Bénoué Project) attached to the MEADEN (Study Mission for the Development and Development of the Northern Province), which is placed under the supervision of MINEPAT (Ministry of Education, Economy, Planning and Spatial Planning) and which has just been restructured.

The Project targets three perimeters in the Lagdo District: Lagdo I, Lagdo I 'and Lagdo II. These three perimeters present two main problems, the first of which relates to the understanding of social issues (land conflicts, influx of populations, access to perimeters, etc.) and the second to the question of resettlement of populations, with the finalization of the resettlement process on the resettlement site.

A total of 23 villages will be affected by the project are:

## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

<b>Zone</b>	<b>N°</b>	<b>Village</b>
<b>Right bank to rehabilitate</b>	1	Ouro-Doukoudje
	2	Gounougou
	3	Bessoum
	4	Dinagale
<b>Right bank to develop</b>	5	Bobowa
	6	Sirlawe
	7	Djanga
	8	Bitchari
	9	OuroSaoussou
	10	OuroBobowa,
	11	Ouro Moteur
	12	Mbarai
	13	OuroTchouffi
	14	Ouro Basse
	15	Riao
<b>Left Bank</b>	16	DjoulolBocki
	17	Bame
	18	Ouro-Labbo II
	19	Kouroungou
	20	Riao-Gada Mayo
	21	Napanla
	22	Yaka
	23	Ouro-Labbo I

---

## **1. METHODOLOGICAL APPROACH**

---

For the socio-demographic and economic survey, 800 households were consulted during social surveys. Civil society organizations (NGOs and associations of community groups) working in the environmental and / or social sector and whose expertise might be required in the context of studies or implementation of the project were identified and consulted. The same is true of existing consultation platforms.

For the complete census of the villages bordering the 1000 ha perimeter to be rehabilitated, all the concessions of the four villages namely: Bessoum, Dingalé, Gounougou and Ouro-Doukoudjé were marked with a code followed by a serial number. All household heads in these villages were consulted and they provided relevant information about their family members, their activities and their expectations about the project.

## 2. MAIN RESULTS OF THE SOCIAL EVALUATION

The main results of the social assessment are presented below in the form of tables and graphs.

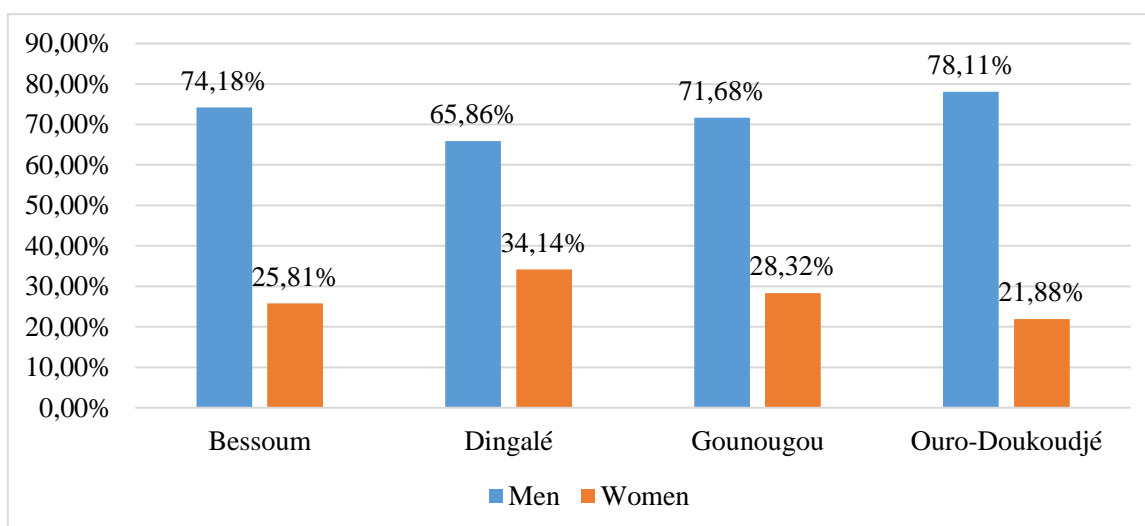
### 2.1 Demographic, social, economic and cultural information

#### 2.1.1. Demographic projections in the 04 villages bordering the 1,000-hectare perimeter to be rehabilitated

Year	Sex		Total
	M	F	
2019	8859	3315	12174
2025	10517	3935	14452
2030	12133	4540	16673
2035	13997	5238	19234

*Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 2019*

#### 2.1.2. Distribution of total population by village and sex



*Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 2019*

**2.1.3. Distribution of total population by ethnic origin**

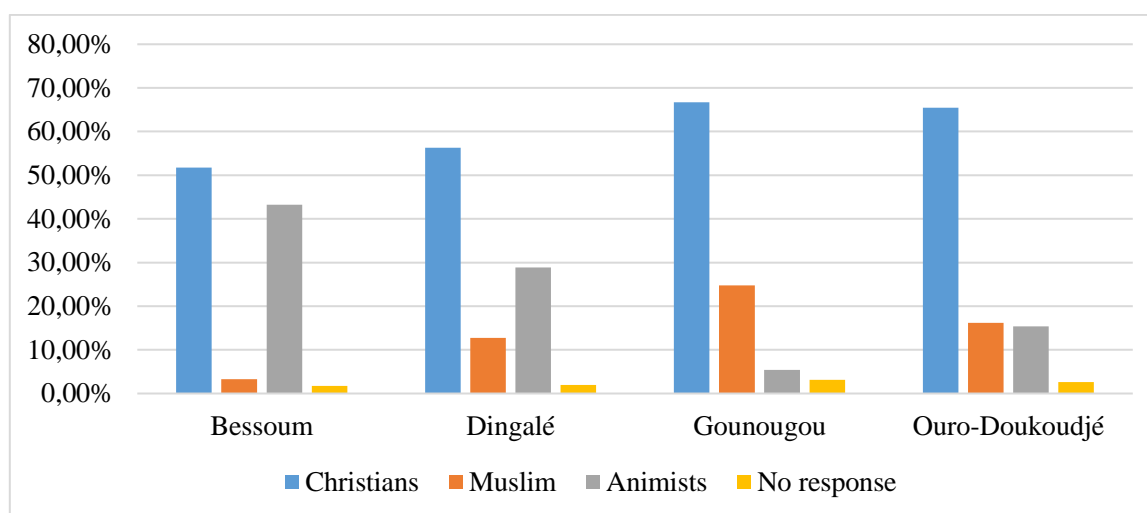
Neighborhood name/town	Population	
<b>Bessoum</b>	Absence de réponse	52
	Foulbé/peul	44
	Moundang	21
	Toupouri	1 906
	Guiziga	71
	Massa	9
	Mboum	4
	<b>Total</b>	<b>2 107</b>
<b>Dingale</b>	Absence de réponse	31
	Foulbé/peul	288
	Moundang	59
	Toupouri	2 333
	Kolé/kanouri	20
	Lamé	7
	Massa	16
	Mafa	6
	Fali	10
	Mboum	17
	Bamileké	4
	Tikar	9
	<b>Total</b>	<b>2 800</b>
	<b>Gounougou</b>	Absence de réponse
Foulbé/peul		272
Moundang		438
Toupouri		793
Kolé/kanouri		65
Gambaï		95
Lamé		120
Guidar		106
Guiziga		622
Mada		25
Dama		119
Massa		503
Daba		16
Moufou		19
Bata		42
Haoussa		35
Mafa		1
Djougoun		10
Fali		7
Woumba		41
Mboum		43

## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

	Bamileké	5
	<b>Total</b>	<b>3 492</b>
<b>Ouro Doukoudge</b>	Absence de réponse	69
	Foulbé/peul	533
	Moundang	66
	Toupouri	2 362
	Kolé/kanouri	18
	Gambaï	37
	Lamé	57
	Guidar	1
	Guiziga	65
	Mada	10
	Massa	526
	Fali	9
	Mboum	5
	Bamileké	7
	Madal	10
	<b>Total</b>	<b>3 775</b>
	<b>Total</b>	Absence de réponse
Foulbé/peul		1 137
Moundang		584
Toupouri		7 394
Kolé/kanouri		103
Gambaï		132
Lamé		184
Guidar		107
Guiziga		758
Mada		35
Dama		119
Massa		1 054
Daba		16
Moufou		19
Bata		42
Haoussa		35
Mafa		7
Djougoun		10
Fali		26
Woumba		41
Mboum		69
Bamileké		16
Madal		10
Tikar	9	
<b>Total</b>	<b>12 174</b>	

**Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate  
-April 2019**

#### 2.1.4. Distribution of population by village and religion



**Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 2019**

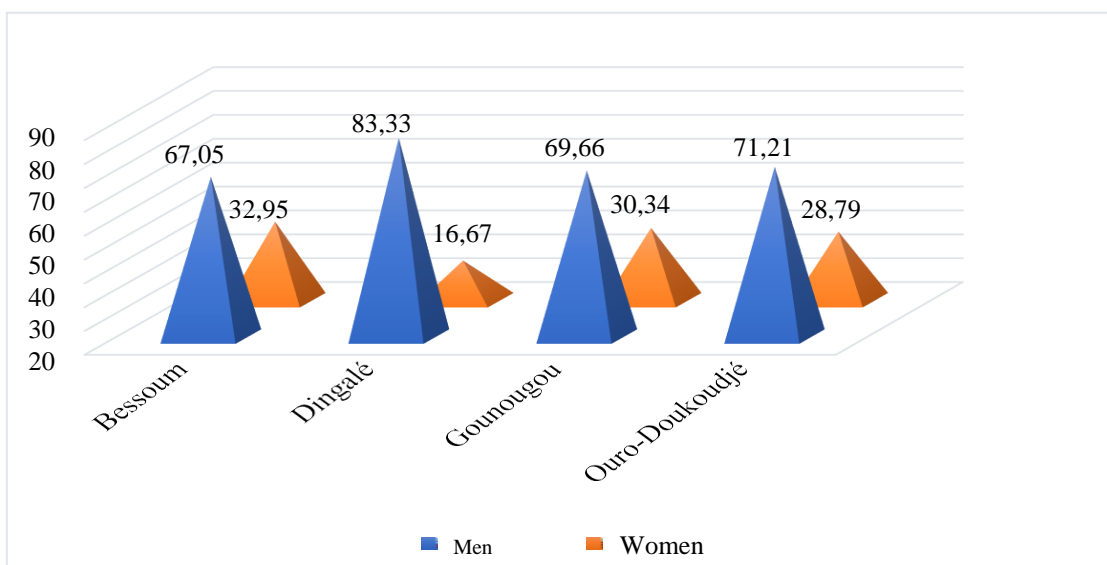
#### 2.1.5. Distribution of population by village, age group and sex in households

Neighborhood name/town		< de 5 years	5 - 10 years	10 – 15 years	15 – 21 years	> = 22 years	Total
Bessoum	Male	372	297	171	132	591	1 563
	Female	90	106	77	74	197	544
	<b>Total</b>	<b>462</b>	<b>403</b>	<b>248</b>	<b>206</b>	<b>788</b>	<b>2 107</b>
Dingale	Male	375	346	209	231	683	1 844
	Female	197	192	117	90	360	956
	<b>Total</b>	<b>572</b>	<b>538</b>	<b>326</b>	<b>321</b>	<b>1 043</b>	<b>2 800</b>
Gounougou	Male	461	465	306	344	927	2 503
	Female	147	200	163	130	349	989
	<b>Total</b>	<b>608</b>	<b>665</b>	<b>469</b>	<b>474</b>	<b>1 276</b>	<b>3 492</b>
Ouro Doukoudge	Male	611	546	397	347	1 048	2 949
	Female	143	158	122	119	284	826
	<b>Total</b>	<b>754</b>	<b>704</b>	<b>519</b>	<b>466</b>	<b>1 332</b>	<b>3 775</b>
Together	Male	1 819	1 654	1 083	1 054	3 249	8 859
	Female	577	656	479	413	1 190	3 315
	<b>Total</b>	<b>2 396</b>	<b>2 310</b>	<b>1 562</b>	<b>1 467</b>	<b>4 439</b>	<b>12 174</b>

**Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 2019**

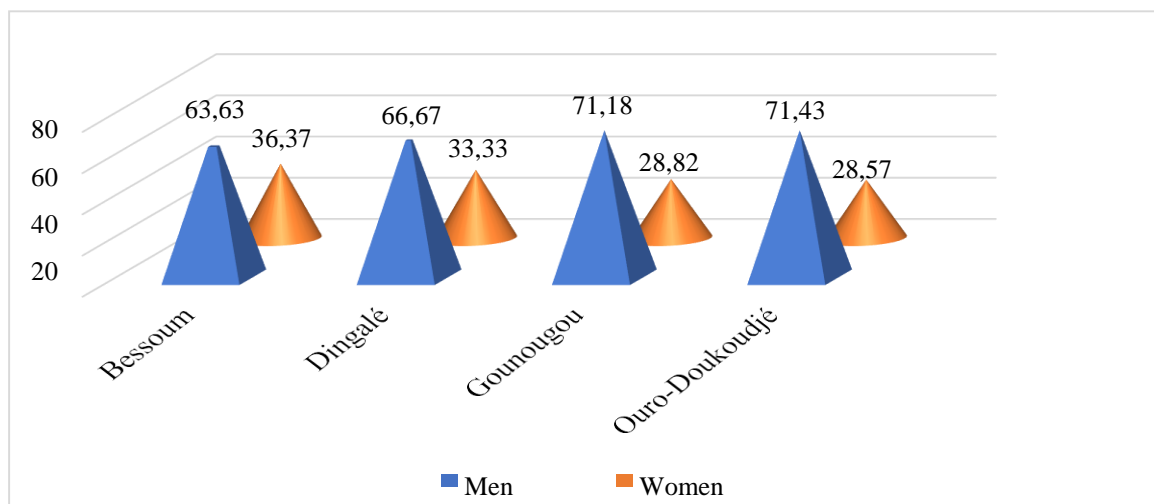
## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

### 2.1.6. Distribution of heads of households with 0.5 ha of area and sex



**Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 2019**

### 2.1.7. Distribution of heads of households with less than 0.5 ha of area and by sex

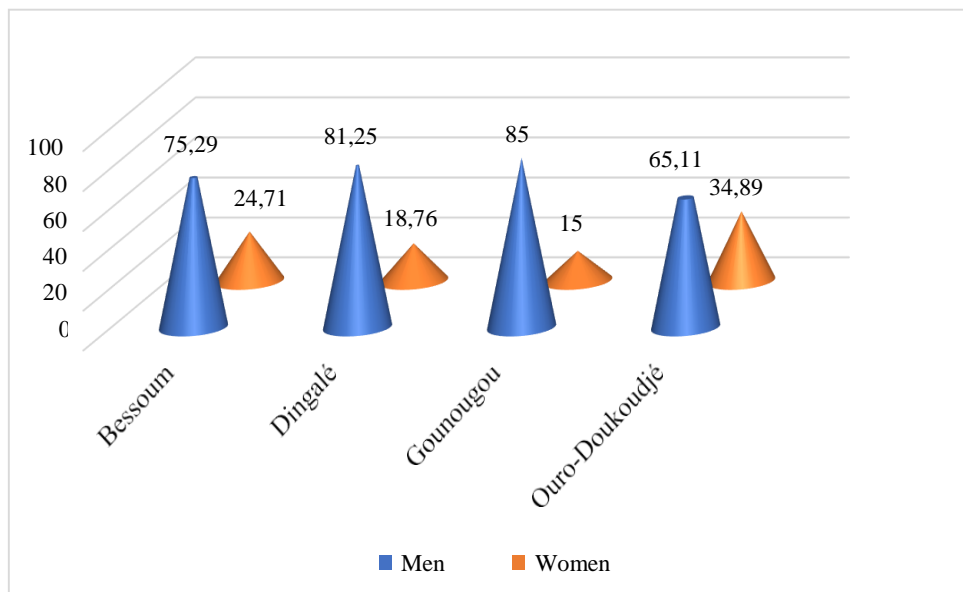


**Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 2019**



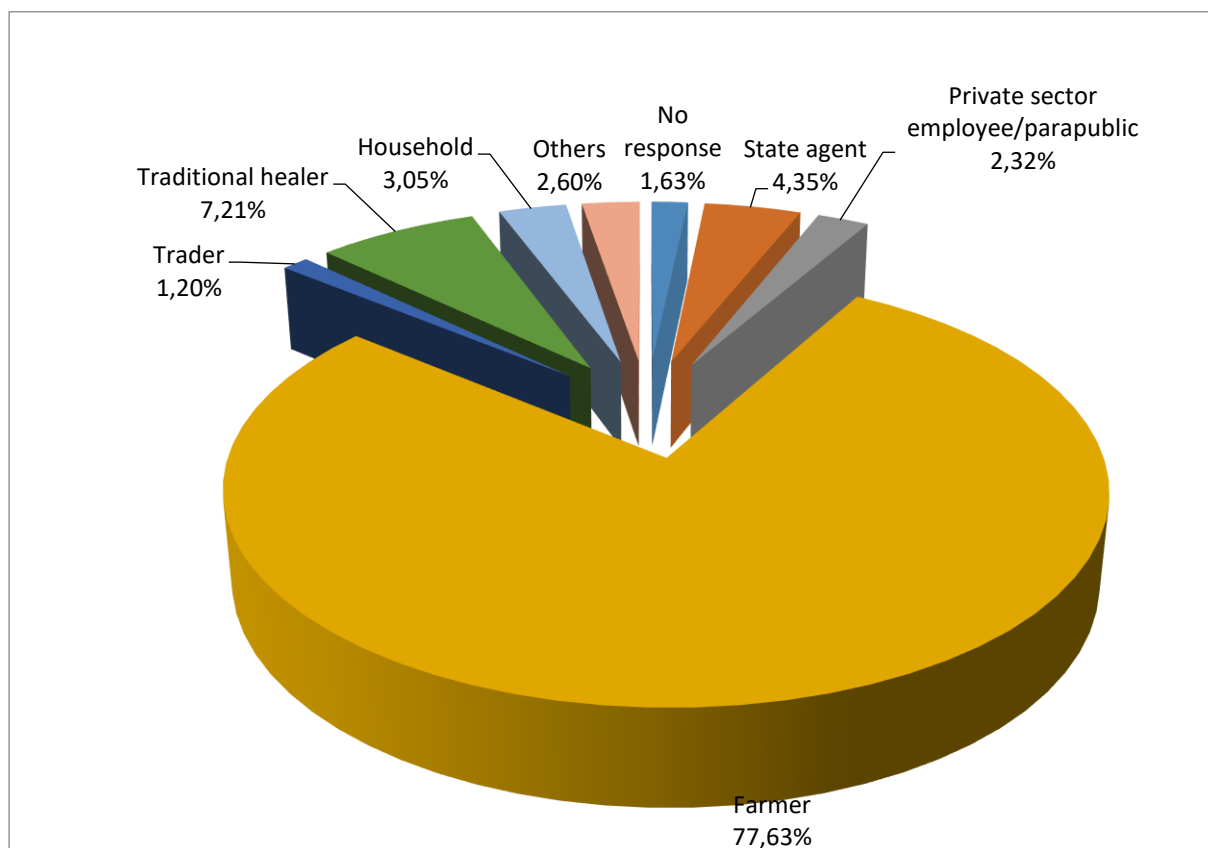
## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

### 2.1.8. Distribution of heads of households with more than 0.5 ha of area and by sex



**Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 2019**

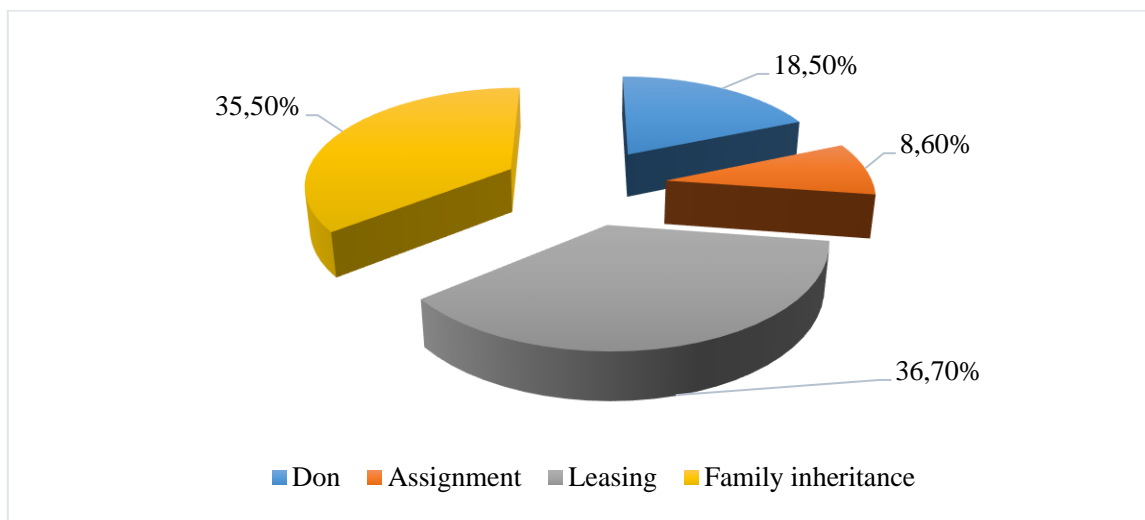
### 2.1.9. Distribution of total population by Economic Activities



**Others:** breeders, fishermen, drivers, tailors, catechists, traditional doctors, students

**Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 201**

### 2.1.10. Mode of Access to Cultivable Plots



**Source: Census of households box by cell in the 1,000 ha to rehabilitate -April 2019**

The graph above tells us that almost 37% of people access plots per lease while 63% are beneficiaries (direct, gift, inheritance).

## 2.2 Status of Migration Flows in The Project Area and Other Relevant Demographic Changes

The analysis of migratory flows shows that the Lagdo area is inhabited mainly by populations from the Far North region in response to the need for colonization of developed spaces and the need for labor for the region construction of hydraulic structures (Lagdo dam). The VIVA-Bénoué project will bring new waves of immigrants. We must therefore make arrangements for their reception and insertion.

## 2.3 Risks of Gender-based Violence / Exploitation and Sexual Abuse in the Project Area

The analysis of GBV reveals that there is domestic violence, the denial of resources, opportunity or service, psychological and sexual violence. This includes discrimination and denial of women in the allocation of land parcels in irrigated areas, practices of "forced marriage", generally without informed consent of girls and their mothers, physical violence against women and children. women, especially men who regularly snatchup business and women's economy. There is also the case of widows whose sources of income is very small and who after the death of their husbands face the expropriation by their in-laws.

## **2.4 Perception of Local People on the Project**

The household surveys revealed that a large part of the population thinks that the project is only one of the many others studied that will not really lead to concrete actions. The detailed outlines of the project do not seem to have been mastered yet. They justify this perception by the slowness in which the finalization of developments on the resettlement sites is done.

However, the expectations of the populations are important and concern the equitable allocation of developed parcels and rehabilitation of all social strata. They also hope for the extension of existing spaces and the constitution of land reserves for future generations.

## **2.5 Complaint Management Mechanism (MGP)**

To solve the problems, the consultant proposes that traditional mechanisms of handling complaints, including: the holding of palaver, arbitration of the village chiefs, amicable resolution and etc be used. In the case of GBV and problems with women, it is recommended that female association leaders ensure the representation and protection of women's interests when performing palavers whose members are more often male. Justice or the law should only be turned to after exhausting the traditional mechanisms without success.

## **2.6 Main Local Actors, Potential Partners in the Implementation of the Project**

Management platforms for populations operating in the project area have been identified. These are essentially GICs and a minority of cooperatives. It is strongly recommended that the bulk of inventoried ICGs be accompanied either to join existing cooperatives or to form autonomous cooperatives in accordance with national legislation. All of these structures, however, require capacity building to fully play their role in the implementation of the project.

The PIFMAS, PIAASI, PAJER-U projects will be able to intervene in the areas impacted by the project.

The deconcentrated structures of the following ministries: MINEFOP, MINJEC, MINADER, MINPROFF, MINEPIA, MINAC, MINTOUL, MINEDUB, MINESEC, MINAS make up the other local actors.

The Municipality of Lagdo, the traditional authorities and the local populations are major actors in the implementation of the project.

## **2.7 Main Legal Issues (Land Rights in the Area) to Consider in Project Design**

The land insecurity that characterizes the project area as a whole is a major legal issue to consider in developing the VIVA-BENOUE project. Indeed, it is important to reconcile the traditional conception of the land status, the uncertain quality of the plot

beneficiaries, and the existence of the attributes that are unclear or can not be traced.

## **2.8 Access to Media and Communication in the Project's Intervention Area**

The full evaluation of access to media and communication in the project intervention area shows that the percentage of use of existing communication networks in the localities by the populations of the project perimeters is still low. Awareness-raising measures should be taken to encourage people to subscribe to these networks which are irreversibly the means of exchange and tools of work.

## **2.9 Possible Social Risks of the Activities of the Project and Methods of Managing Such Risks**

The main social risks that may result from project activities are:

- Risk of social influx
- Infrastructure risk
- Socio economic risk
- Gender risk
- Technical risk

All of these risks, as well as the proposals to reduce them, are presented in detail in chapter 4.16 of the report.

---

## **3. MAIN RECOMMENDATIONS TO IMPROVE ON THE SUSTAINABILITY OF THE PROJECT**

---

To improve or increase the social sustainability of the project,when implementing it,the following recommendations should be taken into consideration.

## Recommandations

### **1. Support the Acquisition of Equipment and the Provision of Basic Social Services to:**

Develop, rehabilitate and equip sources of potable water supply.  
Establish participatory infrastructure management committees already developed.  
Build and equip classrooms with durable materials so as to reduce the gap between equipment and the size of the school population.  
Provide schools with school and didactic equipment.  
Rehabilitate hospital equipment.  
Organize communication and awareness campaigns on health care.  
Develop and complete the bypass under construction.  
To sensitize the populations on the use and the maintenance of the public way.

### **2. For Efficiency in the Implementation of the Complaints Management Mechanism.**

To clarify the situation and the status of the plots already allocated to the peasants.  
Establish measures for conflict prevention including a self-monitoring system of plot boundaries.  
Ensure transparency and equity in the allocation of land to people impacted by the VIVA-Bénoué project.  
Develop and plan a land reserve to satisfy new immigrants and future generations.  
Create interreligious dialogue frameworks focused on peace and coexistence.  
Establish legalized and autonomous management committees with the only administrative and technical support of MEADEN.  
Develop grazing areas for livestock to prevent agro-pastoral conflicts.  
Delimit and secure grazing areas. Create watering points for livestock.

### **3. For the Implementation of an Effective Social Communication Strategy**

The project will have to rely on local social structures and platforms to convey information and awareness messages to the people involved in the implementation. This will be all the more important as there are many innovations in the participatory management of certain tasks, including the maintenance of secondary irrigation canals.

### **4. For the Development of Local Employment**

To avoid mistakes in personnel management, contact should be established with employment services.  
Encourage and promote socio-economic activities through support for producer groups and modernization of agricultural practices. It is about supporting them in the acquisition of agricultural inputs and mastering production techniques.  
Encourage professional associations of craftsmen as a complementary support measure for those affected.

## Évaluation Sociale (ES) dans le cadre de la préparation du projet.

Evaluate the capacities and establish collaboration and working relations with the listening and professional mediation unit set up by the UNDP and based at the Lagdo municipality in terms of management of subcontracting and local jobs.

### **5. For Community Monitoring of Project Activities**

The Project should build on local social structures and platforms in the participatory management of certain tasks, infrastructure and community spaces.

### **6. For the Effective Prevention of Gender-based Violence and the Consideration of Gender and Youth Issues**

Promote participatory development programs and projects for the effective inclusion and involvement of young people.

Young people (21-35 years old) of the two sexes should be taken into account in an equitable way during the next redistribution of the arable parcels.

During future land redistribution operations, an incentive and favorable strategy for women's access to irrigated perimeters should be done.

Raise awareness among women, men and couples about the benefits of women's economic independence in terms of personal self-realization and the promotion of a more profitable social and family economy.

To sensitize the men, on the one hand, on the harmful impact of the threats, repressions; deprivation and violence against women, and the benefits of non-violence to the family and the community as a whole.

Raise awareness and encourage dialogue, carry out marriage counseling and educational talks in couples.

Support law enforcement and security forces and traditional, administrative and municipal authorities to take punitive measures against violence in general and violence against women who are married in particular way.

### **7. For the Effective Conduct of the Resettlement Process or the Management of Cultural Heritage**

Strengthen basic social infrastructure and amenities in the riparian villages and in the resettlement area.

Assigning parcels of land to vulnerable people even allows them to subcontract their exploitation to other members of their families.

To develop new agricultural areas on the right and leftbanks of the Bénoué in the Lagdo District.

Finalize the developments on the resettlement site.

Refresh and update the list of people affected by the project.

### **8. To Minimize the Social Risks of the Project**

With regard to the massive displacement of populations towards the Bénoué River watershed, it is necessary that the implementation of the project should encourage local entrepreneurship through the subsidization and support of the micro-projects of job creation and investment.

So that these massive flows of populations do not lead to a saturation of the resources, the project will have to provide a reserve of land for the migrant populations or the residual migrants so that these in their turn have factors of production.